

EVIDENCE

[Texte]

EVENING SITTING

• 2006

The Chairman: Ladies and gentlemen, I see a quorum, so we might continue where we left off at 5.30 p.m. The Minister is with us. Mr. Huntington is the first person on my list.

Mr. Huntington: Thank you, Mr. Chairman. Being new to this forum . . .

The Chairman: You have 10 minutes.

Mr. Huntington: . . . and not being a lawyer, I appreciate your indulgence in allowing me to question the Minister.

Mr. Minister, 10 days from the company refusal to the date of what I consider to be your very heavy-handed statement in ordering them to settle on the basis of the Perry report, 139 days have elapsed. You have had a chance for a recall during that period and it troubles me, as a new member to the Hill and to Parliament, why there is the concern and the anxiety over a time limit of 48 hours on the debate that is before us. Our questions have to be answered through you from your department and this troubles me. It really prevents us from getting at or performing an opposition duty. Can you explain to me why there is such an anxiety over the time here tonight?

Mr. Munro (Hamilton East): I do not think the anxiety is any more on my part than probably on that of every M.P. here. This strike has carried on now for five and one half weeks. I look at it in those terms. It has been apparent since about 10 days ago—and we are still talking to each side—that perhaps there would have been a possibility. I am arguing very seriously that we isolated the issues down to two: COLA and pensions.

I realize that my veracity has been questioned with respect to these two issues on the basis of what the member from Hamilton West had to say in the House. I happen to have a proposal that the department was asked to transmit to the union that did isolate these two issues. I am prepared to stand on my word with respect to that.

What I am saying is that a lock-out or strike occurred on August 26. There has been about five and one half to six weeks of a complete close-down. During that five and one half to six weeks every effort was made to resolve this dispute without having to foist it onto Parliament. I still thought it was reasonable to give it a last chance before we brought it here, and that we did.

Mr. Huntington: Now that it is here, very little time is being allowed for its exploration.

Mr. Munro (Hamilton East): How do you mean, very little time, Mr. Huntington?

Mr. Huntington: There seems to be a great rush here tonight.

TÉMOIGNAGES

[Interprétation]

SÉANCE DU SOIR

Le président: Mesdames et messieurs, je vois que nous avons le quorum et nous pouvons donc reprendre nos délibérations au point où nous les avons interrompues à 17 h 30. Le ministre est avec nous. M. Huntington est la première personne sur ma liste.

M. Huntington: Merci, monsieur le président. Étant donné que je suis un nouveau député . . .

Le président: Vous avez dix minutes.

M. Huntington: . . . et puisque je ne suis pas avocat, j'apprécie l'occasion que vous me donnez de poser des questions au ministre.

Monsieur le ministre, dix jours après le refus de la compagnie jusqu'à la date de ce qui est à mon avis, votre déclaration très autoritaire dans laquelle vous leur ordonnez de se mettre d'accord sur la base du rapport Perry, 139 jours se sont écoulés. Pendant cette période vous avez eu l'occasion de rappeler le Parlement et ce qui m'inquiète, en tant que nouveau député, c'est à savoir pourquoi il y a tant d'inquiétude à propos d'un délai de 48 heures alloué pour les discussions dans ce Comité. Les réponses à nos questions nous viennent de votre ministère par votre intermédiaire et cela m'inquiète. Cela nous empêche de faire notre devoir en tant qu'opposition. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi il y a une telle inquiétude à propos du temps ici ce soir?

M. Munro (Hamilton-Est): Je ne pense pas être plus inquiet que tout autre député présent ici. Cette grève se poursuit depuis cinq semaines et demie. C'est dans cette perspective que je vois la situation. Il est clair depuis dix jours—et nous continuons à parler aux deux parties en cause—qu'il y aurait peut-être eu une possibilité. Je constate très sérieusement que nous avons identifié les deux problèmes principaux: l'indemnité de vie chère et les pensions.

Je suis conscient qu'on a mis en cause ma véracité en ce qui concerne ces deux questions, d'après ce que le député de Hamilton-Ouest a dit à la Chambre. En effet, j'ai devant moi une proposition qu'on a demandée au ministère de transmettre au syndicat dans laquelle ces deux questions seront soulignées. Je suis prêt à appuyer ce que j'ai dit à ce sujet.

Ce que je veux dire, c'est qu'un lock-out ou une grève a eu lieu le 26 août. Il y a eu un arrêt de travail complet pendant cinq semaines et demie ou six semaines. Pendant cette période-là on a fait tous les efforts possibles pour mettre fin au conflit sans le renvoyer au Parlement. A mon avis, il était raisonnable d'essayer une dernière fois de résoudre le conflit avant de l'amener ici, et c'est ce que nous avons fait.

M. Huntington: Maintenant que nous étudions le problème, très peu de temps est alloué pour que nous puissions l'étudier.

M. Munro (Hamilton-Est): Qu'est-ce que cela veut dire, très peu de temps?

M. Huntington: Il me semble qu'on est très pressé ici ce soir.